



FIRAF INFO 2

3^e promotion du Master2
Techniques des métiers de
l'information de l'UNB à Bobo-
Dioulasso (Burkina Faso)

4^e édition du Festival de
radio d'Afrique francophone
10-12 février 2023
Maison de la Culture à Bobo-
Dioulasso (Burkina Faso)

Programme

10/02

- Ouverture
- Radio et transition : quelle contribution ?
- Quel journalisme dans un contexte de changement institutionnel ?

11/02

- Liberté d'expression et de la presse dans un régime de transition : défis et perspectives

-Le journaliste citoyen en période de transition : jusqu'où peut-il s'engager ?

12/02

- Réseau d'initiatives des journalistes (RIJ)
- Journée mondiale de la radio : Radio et paix
- Programme Paix au Sahel (Niger)
- Radio rurale internationale (Canada)
- Remise des prix FIRAF

Haut patronage du ministère de la Communication

Patronage du gouverneur des Hauts-Bassins

Parrainage du PDG de Sya Mines et Carrières

Partenaires

Reporters solidaires
Réseau d'initiatives des journalistes (RIJ)
Union des journalistes et correspondants des Hauts-Bassins (UJCP-HB)
Université Nazi-Boni
Villa Rose
Ville de Bobo-Dioulasso
Sya Mines et Carrière

Transition et Radio

Un thème d'actualité

Lors d'une conférence de presse, les organisateurs annoncent la teneur des débats de la 4^e édition du Festival international des radios d'Afrique francophone (FIRAF)



Mountamou Kani, directeur de l'Express du Faso et président de l'Union des journalistes et correspondants de presse des Hauts-Bassins (UJCP-HB)
Abdoulaye Ouattara, commissaire général du FIRAF

Des journalistes radio de la Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger et du Burkina Faso sont attendus au FIRAF pour échanger sur le thème « Radio et transition en Afrique de l'Ouest: quelle contribution ? ». Le promoteur du FIRAF, Abdoulaye Ouattara, justifie le choix de cette thématique par le fait qu'un vent de transition politique souffle sur bon nombre de pays en Afrique de l'Ouest. Cette situation impacte nécessairement le travail des journalistes. « *Le Burkina Faso, le Mali et la Guinée sont sous un régime de transition. Nous nous demandons alors si la pratique de notre métier doit changer* ». Selon Abdoulaye Ouattara, l'édition 2023 du FIRAF connaît une innovation majeure : « *les prix du FIRAF sont désormais ouverts aux œuvres produites en langue locale dioula* ». Comme tous les ans, le FIRAF s'achèvera avec la célébration de la journée internationale de la radio placée sous le thème : « radio et paix ».

Master classes

Abdoulaye Ouattara précise que pour pérenniser le FIRAF, le comité d'organisation prévoit de mettre désormais en place une association chargée de sa gestion. Il entrevoit également la création d'une radio FIRAF. Abdoulaye Ouattara rend ensuite hommage aux partenaires de la manifestation. Il s'agit de Reporters solidaires qui accompagne depuis quinze ans l'Union des journalistes et correspondants de presse des Hauts-Bassins (UJCP-HB). Il salue également le Réseau d'Initiatives des Journalistes (RIJ), « *un autre partenaire de taille dans l'organisation de ce festival. Le RIJ assure l'animation des masters classes* ».

Ne pas caresser les gens dans le sens du poil

Abdoulaye Ouattara donne enfin la parole à Mountamou Kani, président de l'UJCP-HB, présente aux côtés du FIRAF depuis sa création. Celui-ci félicite les organisateurs pour le choix du thème de cette 4^{ème} édition du FIRAF, en lien avec ce que vivent les pays de l'Afrique de l'Ouest. « *Ce thème nous interpelle, nous journalistes de radio. Dans ce contexte de transition, nous devons travailler à assurer la paix et la sécurité dans nos pays sans caresser les gens dans le sens du poil. En d'autres termes, nous devons traiter les sujets en faisant attention, sans pour autant dénaturer notre profession* », conclut-il.

Yadoun Bertille Coulibaly et Wanlé Gérard Coulibaly

Coups d'Etat et Transition

La démocratie en danger

Ces dernières années, l'Afrique de l'Ouest est secouée par des coups d'Etat qui ébranlent les institutions démocratiques

Au Mali, cette instabilité politique et institutionnelle commence le 18 août 2020 par le renversement du régime du président Ibrahim Boubacar Keita par le comité national pour le salut du peuple. Ba N'Daw, militaire à la retraite, est installé au pouvoir pour conduire la Transition. L'incompréhension entre ce dernier et la junte qui l'a porté au pouvoir aboutit à son éviction le 24 mai 2021 par Assimi Goïta, le chef d'orchestre des deux précédents coups d'Etat.

En Guinée, au terme de son 2^e mandat prévu par la Constitution, le président Alpha Condé n'hésite pas à modifier celle-ci pour se maintenir au pouvoir. Sous prétexte de rétablir l'ordre constitutionnel, le Groupement des forces spéciales conduit par le colonel Mamadou Doumbouya le renverse le 5 septembre 2021. Depuis, l'Etat est géré par le colonel Doumbouya.

Le Burkina Faso n'échappe pas au vent de contestation qui souffle en Afrique de l'Ouest. Dénonçant l'incapacité du président démocratiquement élu Roch Christian Kaboré à endiguer le terrorisme, des militaires le chassent du pouvoir le 24 janvier 2022, après sa réélection en octobre 2021. Paul Henri Damiba, chef de la junte et du Mouvement patriotique pour la Sauvegarde et la Restauration (MPSR) assure désormais le pouvoir. Très vite des divergences naissent entre les putschistes qui chassent à leur tour Damiba le 30 septembre 2022. A la tête de ce nouveau coup d'Etat, le capitaine Ibrahim Traoré est désigné président.

Le changement institutionnel est le résultat d'un coup d'Etat. Il se traduit pas la destitution du président, la démission du gouvernement, la dissolution de l'Assemblée nationale, la suspension de la constitution et parfois la mainmise sur la justice. Il peut également impacter l'exercice de la profession de journaliste et la vie sociale. Un régime de transition est mis en place après la rupture de l'ordre institutionnel. Afin d'assurer la continuité de l'Etat, président, ministres et représentants du peuple sont désignés mais non élus, par la junte militaire et les partis politiques. Généralement, ce régime de transition se donne pour mission de refonder la nation.

Dans les régimes de transition, les conditions peuvent se montrer favorables pour la presse comme en témoignent les lois de 2010 en Guinée et de 2015 au Burkina Faso. En revanche, le pouvoir militaire use de pressions et de menaces pour limiter la liberté de la presse, allant parfois jusqu'à la censure, la fermeture ou la suspension des médias, comme celle de RFI au Burkina Faso et au Mali et la mise en demeure, le 8 février 2023, de France 24 au Burkina Faso.

Abdel Aziz Nabaloum



Les faits au Burkina Faso

- 31 octobre 2014** : fuite du président élu Blaise Compaoré suite aux manifestations contre un 3^e mandat
- 1^{er} novembre 2014** : prise du pouvoir par le lieutenant-colonel Yacouba Isaac Zida
- 17 novembre 2014** : désignation du président de la Transition Michel Kafando, un civil
- 29 décembre 2015** : élection du président Roch Marc Christian Kaboré
- 24 janvier 2022** : coup d'Etat du lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba. Nouvelle transition
- 30 septembre 2022** : putsch du capitaine Ibrahim Traoré désigné président de la Transition

Les faits au Mali

- 22 mars 2012** : putsch du capitaine Amadou Sanogo qui renverse le président élu Amadou Toumani Touré
- 11 août 2013** : élection du président Ibrahim Boubacar Keita (IBK), réélu le 12 août 2018
- 18 août 2020** : arrestation de IBK par des militaires
- 21 septembre 2020** : désignation de Bah N'Daw au poste de président
- 24 mai 2021** : arrestation de Bah N'Daw sur ordre du colonel Assimi Goïta
- 28 mai 2021** : Assimi Goïta devient président de la Transition

Les faits en Guinée

- 23 décembre 2008** : prise du pouvoir par le capitaine Dadis Camara après le décès du président Lansana Conté
- 3 décembre 2009** : attentat contre Dadis Camara. Sékouba Konaté devient président de la Transition
- 7 novembre 2010** : élection de Alpha Condé, réélu en 2015
- 5 septembre 2021** : putsch de Mamadi Doumbouya, désigné président de la Transition



Le capitaine Ibrahim Traoré, président du Burkina Faso

Micro-trottoir : êtes-vous bien informé par les radios?



Adama Drabo, 49 ans, professeur

« L'information est vitale pour les populations. Et seuls les journalistes peuvent fournir cette information. Dans un contexte de transition, ce serait suicidaire que de vouloir museler la presse. Aujourd'hui les radios constituent la première source d'information pour les populations. Le thème du FIRAF est bien choisi dans la mesure où il faut prendre conscience de l'importance de la radio en période de transition. L'instantanéité de la radio a fait d'elle le moyen d'information le plus prisé des populations. Envisager une transition sans la contribution des médias, notamment la radio, est impensable ».

Joseph André, 28 ans, commerçant

« Les informations radiophoniques constituent le quotidien des populations. Mais en temps de crise et sous un régime de transition, il est difficile pour les journalistes d'avoir les bonnes informations. Certaines radios se contentent de passer de la musique et du sport, d'autres essaient d'informer les populations avec ce que les gouvernants leur servent comme menu. Il est de ce point de vue difficile de dire que nous sommes satisfaits du traitement de l'information en ce moment ».

Noufou Nébié, 22 ans, étudiant

« Je suis très accroché à la radio. C'est ma principale source d'information. Les radios jouent un rôle important dans la conduite des transitions en Afrique. C'est par elles que les populations s'informent au plus vite. Les autorités de la transition ont également su laisser les mains libres aux journalistes afin qu'ils fassent leur travail. Des pressions existent parfois, mais l'un dans l'autre, tout se passe comme il se doit sous les régimes de transition ».



Alpha Sékou, 38 ans

« Nous sommes satisfaits du travail réalisé par les radios en termes d'information et de sensibilisation. Les périodes de transition sont généralement des moments de grands défis. C'est là où les radios sont appelées à accomplir au mieux leurs missions régaliennes. Mais tout n'est pas gagné d'avance puisque les pouvoirs militaires sont parfois réfractaires aux critiques. Heureusement que pour le cas du Burkina Faso, les médias conservent toujours leur place comme pendant les régimes démocratiques normaux ».



Bouda Issa, 40 ans, Président d'OSC

« J'aime écouter les radios Oméga FM, Savane FM, la radio nationale. Par la radio on s'informe vite. Dans un contexte de transition, je pense que les autorités n'auront pas mieux que la radio pour servir le peuple. Ces organes constituent pour nous le baromètre des pensées populaires. C'est sur les antennes des radios qu'on peut évaluer la portée d'une décision gouvernementale. Il ne sera pas tolérable de voir une station de radio réduite au silence pour avoir relayé une information qui touche une autorité, ou qui critique la gestion du pouvoir en place. Les journalistes étant professionnels, nous assistons en ce qui concerne le cas du Burkina Faso à un travail professionnel ».

Kamélé Fayama, communicateur

« A domicile comme au service j'écoute la radio nationale, Oméga FM, et radio Sya. La radio est le média le plus important en Afrique de l'Ouest. L'oralité du média et la forte prégnance des taux d'analphabétisme font que la radio est au cœur de l'information. Sous la Transition, ces organes ont toujours les mains libres pour continuer à éduquer, sensibiliser et informer les populations. Des autorités sont parfois piquées au vif sur certains sujets, mais jusque-là les journalistes font bien leur travail et éclairent les lanternes des auditeurs. La radio joue un rôle de « média carrefour ». Elle fait actuellement le lien entre le rural et l'urbain, entre les populations alphabétisées et illettrées, francophones et locutrices des langues nationales, d'où la force qu'elle influe sur les transitions ».



Micro-trottoir : êtes-vous bien informé par les radios?



Haoua Paré, secrétaire de bureau

« Les médias sont au cœur des transitions en Afrique. Les journalistes de tous bords font leur travail journalistique en toute liberté et sans être inquiétés. Les défis de l’Afrique restent la sécurité et la défense du territoire. Ces défis ne peuvent être acquis que lorsqu’il y a une synergie d’action impliquant information et communication. Certes ce que nous constatons est que l’information en période de transition est servie aux populations sans que celles-ci aient les moyens de la vérifier ».

Jean Toé, directeur de service

« Je prends mes informations via la radio. Ici à Bobo je suis fidèle auditeur de Radio Bobo, Oméga, et Savane FM. Les pays qui traversent des périodes de transition, comme la Guinée, le Burkina Faso et le Mali ont une vision du développement. Laquelle vision est connue des médias, et la plupart des stations radio dans ces pays ont inscrit en droite ligne les projets et programmes des autorités de la transition. Les radios étant des médias chauds, elles contribuent efficacement à la mise en route des plans de développement de la Transition. Au Burkina Faso, les journalistes radio à l’instar des autres journalistes font leur travail comme il se doit. Les autorités de la transition ont bien voulu concéder à la presse la liberté qui leur permet aujourd’hui de poursuivre leurs différents programmes comme les débats, les émissions interactives. Les populations sont bien informées ».



Franceline Tiemtoré, 27 ans, commerçante

« J’écoute pour la plupart du temps Radio Oméga FM et Savane FM. Les analyses des journalistes sont toujours d’actualité. Les grands reportages et le traitement de sujets sensibles sont en lien avec la sécurité, la défense, le terrorisme, etc. Partant de ce point de vue nous pensons que les journalistes sont au service de la Transition, que ce soit au Mali, en Guinée ou au Burkina Faso. Tout comme les hommes politiques, les régimes militaires voudraient également qu’on les encense, qu’on les caresse dans le sens du poil. Mais il revient aux journalistes de connaître leur rôle premier. D’un point de vue global, il y a satisfaction quant au rendu des radios en cette période critique de crise sécuritaire et de transition militaire ».

Aly Traoré, 37 ans, boulanger

« Le travail journalistique se poursuit certes, mais avec quelle valeur ? Selon moi les populations seront toujours informées, mais auront-elles les bonnes informations ? Car les régimes de transition font parfois de la rétention de l’information tout en communiquant sur les aspects qui les arrangent ».



Wanlé Gérard Coulibaly et Rabiadou Simporé



La parole aux radios de Bobo-Dioulasso

Les radios en pleine résilience

Les médias burkinabè doivent surmonter le choc des coups d'Etat mettant à rude épreuve la liberté d'expression. A Bobo-Dioulasso, les radios ressentent diversement cet impact.



Il est 9h35 à Radio Oméga de Bobo-Dioulasso. C'est le directeur des programmes **Paul Soma** qui nous reçoit. Pour lui, la gestion de la chose publique par les hommes politiques et les militaires ne peut pas être la même. « *Quand nous avons affaire à un régime politique avec une certaine stabilité, il y a plus d'activités, notamment institutionnelles. Cela constitue non seulement des sources d'information pour les journalistes mais également des sources de revenus pour les médias. Sous les régimes de transition les activités sont considérablement réduites* ». En plus de l'aspect économique, Paul Soma soulève la question de l'inaccessibilité, voire la rareté de l'information ou des sources d'information. « *De nos jours, le terrain est restreint pour les médias. Ils n'ont plus accès aux évènements. Ils sont contraints de passer par certains moyens pour obtenir les informations même les plus simples* », déplore-t-il.

Malgré tout, Paul Soma affirme que le traitement de l'information n'a pas pris un coup. Au contraire, ses journalistes ont trouvé dans cette situation une opportunité pour améliorer leur manière de travailler en période de crise. Paul Soma regrette que certains de ses confrères se soient imposé une forme d'autocensure. « *Ils craignent de heurter la sensibilité des autorités de la Transition. Pourtant le journaliste ne fait rien d'autre que de raconter les faits vécus. Il ne donc pas avoir peur. Au contraire cela doit lui donner du courage pour aller de l'avant* ».



James Yazid Dembélé est journaliste-animateur à la radio municipale de Sya. « *Il est difficile de s'exprimer librement en période de transition et les journalistes ne font pas exception. La presse, en plus d'être écartée, est menacée et beaucoup de jeunes journalistes refusent de nos jours d'exprimer leurs opinions. Les radios sont dans une sorte de prison* ». Quant aux multiples appels du gouvernement de transition demandant aux journalistes d'accompagner ses actions, James Yazid Dembélé est catégorique. « *Ce n'est pas le rôle des médias d'accompagner un gouvernement, fût-il de transition. Quand un travail est bien fait, les journalistes sont les premiers à féliciter et à encourager. Mais quand il y a des dérives, il faut accepter que les journalistes les relèvent aussi* ».

James Yazid Dembélé appelle les journalistes à se battre pour préserver leur indépendance au regard du sacrifice consenti par leurs prédécesseurs. « *Il ne faut pas qu'on nous impose la culture de la pensée unique. Il y a des hommes qui sont morts pour cette liberté d'expression au Burkina Faso. Normalement dans le pays de Norbert Zongo, aucun journaliste ne devrait encore avoir peur pour avoir simplement exprimé ses idées* ».



A la Radio Municipale de Sya, la grille des programmes n'a pas été modifiée selon la responsable **Safiatou Muriel Ouédraogo**. Celle-ci indique toutefois que le traitement de l'information a été revu afin de s'adapter à la nouvelle donne : « *nous sommes dans une période de transition et de crise sécuritaire, le premier rôle de notre radio est de sensibiliser et non de mettre de l'huile sur le feu* ». Pour réussir ce challenge, des cadres d'échanges avec les journalistes ont été instaurés sur le sens de la responsabilité sociale et sur le traitement de l'information en période de crise.

La journaliste-présentatrice de Radio Amazone **Laya Coulibaly** ajoute que tous les régimes qui se sont succédé au Burkina Faso ont toujours voulu un accompagnement des journalistes. Et pour elle, « *au regard de leur rôle dans la société, il est préférable que ces derniers le fassent* ». Toutefois, elle précise que c'est aux journalistes de définir le type d'accompagnement. Laya Coulibaly assure que Radio Amazone n'a pas modifié sa grille de programmes et ses émissions clés n'ont pas changé. Mais la radio se garde de réaliser des émissions interactives, privilégiant les messages de sensibilisation.

FIRAF

Radio et transition

Les radios campent sur leur indépendance

En conférence d'ouverture sur le thème : « Radio et transition en Afrique de l'Ouest : quelle contribution ? », Mountamou Kani, directeur de l'Express du Faso, encourage les journalistes de radio à poursuivre leur mission d'information. En disant la vérité dans le respect des principes fondamentaux du métier.



« Les journalistes doivent accompagner les transitions ou les aider à réussir pour le bonheur des populations et non pour celui des autorités. Si une transition veut être conduite avec du faux, ce n'est pas le rôle des journalistes d'accompagner du faux ».

« Les journalistes sont des éclaireurs. Le journaliste doit s'imposer une rigueur dans sa pratique professionnelle au lieu de s'autocensurer car s'il accompagne un pouvoir dans l'abîme il n'aura pas joué son rôle d'éclaireur ».

« Les radios ont joué un rôle important dans l'avènement des transitions. Mais ce n'est pas leur rôle d'accompagner les transitions dans le sens qu'elles voudraient », précise Mountamou Kani, directeur de l'Express du Faso, président de l'Union des journalistes et correspondants de presse des Hauts-Bassins (UJCP-HB) et président des éditeurs de presse privée des Hauts-Bassins. Car, ajoute-t-il, « les journalistes n'ont pas pour mission d'accompagner aveuglement des pouvoirs ».

La radio est un média de conscientisation des masses

Les principes du métier de journaliste sont clairs pour Mountamou Kani : l'éthique, la déontologie, la vérité des faits, l'honnêteté. « Les journalistes doivent accompagner les transitions ou les aider à réussir pour le bonheur des populations et non pour celui des autorités. Si une transition veut être conduite avec du faux, ce n'est pas le rôle des journalistes d'accompagner du faux. La radio est un média instantané et de conscientisation des masses qui aide à la refondation véritable dans le respect des principes fondamentaux du journalisme ».

« Ce qui a conduit à cette transition, c'est la mauvaise gouvernance, la corruption et le détournement des deniers publics », rappelle l'orateur. « Si les journalistes revendiquent la liberté, il faut aussi qu'ils soient capables de bien faire leur métier, ce qui, avec le boom des médias et la naissance de nombreux organes de presse, n'est pas toujours le cas ». Certains n'arrivent pas à faire la part des choses sur le plan professionnel. « C'est pourquoi il faut toujours se former ».

Les journalistes sont des éclaireurs

Dans la salle, un participant demande à Mountamou Kani son avis sur la fermeture de RFI. « Personne n'est heureux de la fermeture d'un média. Les journalistes doivent travailler pour qu'aucun média ne soit fermé », répond-il. Quant à savoir si le journalisme est universel, il affirme : « même si je ne crois pas à la neutralité des journalistes, j'affirme que les principes de l'éthique, de la déontologie, l'honnêteté sont universels en journalisme ». Enfin, en période de transition, le journaliste doit-il s'autocensurer ? interroge un journaliste. Mountamou Kani le répète : « les journalistes sont des éclaireurs. Le journaliste doit s'imposer une rigueur dans sa pratique professionnelle au lieu de s'autocensurer car s'il accompagne un pouvoir dans l'abîme il n'aura pas joué son rôle d'éclaireur ».

Abdel Aziz Nabaloum et Bertille Coulibaly

EN BREF

A la cérémonie d'ouverture du FIRAF, étaient présents Marguerite Blégnan, directrice régionale de la Communication, représentant le ministère de la Communication, et Brahim Sanou, PDG de Sya Mines et Carrières, parrain de la manifestation.

Médias et transitions

Des relations difficiles

Roger Sawadogo, directeur de la radio La Voix du Soum et Soumaïla Dagnoko, directeur de la radio Ciwara Kadiolo au Mali, relèvent les dangers et les difficultés d'être journaliste de radio en période de transition



« La presse a un pouvoir de l'image si puissant qu'elle peut faire passer un criminel pour une victime et une victime pour un criminel », déclare Roger Sawadogo, faisant sienne une citation de Malcom X.

Un religieux qui s'incline devant l'image du président, une prière effectuée lors d'un meeting de soutien au président et un journaliste avouant qu'on ne peut critiquer le président « parce qu'il est le messie », telles sont les trois images qui inquiètent Roger Sawadogo.

« Au Burkina Faso, nous avons connu trois transitions aux styles différents. Mais les relations des acteurs de transition avec les médias n'ont pas changé : les journalistes peinent toujours à avoir l'information avec ces régimes ».

Quelle que soit la transition, les autorités se contentent d'envoyer aux rédactions des communiqués au lieu d'associer les organes de presse à leurs activités de terrain. « Lorsque le chef de l'Etat ou le Premier ministre effectue une mission à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, il voyage avec son service de communication. La synthèse de la mission est envoyée par la suite aux médias pour publication. Cette manière de marginaliser les médias est à dénoncer », souligne Roger Sawadogo. Il s'inquiète aussi de la montée du fanatisme autour du président du Faso qui pourrait saper les bases de la transition.

Tous les pouvoirs veulent avoir les radios à leurs côtés

« Toutefois le président Ibrahim Traoré ne fuit pas les micros. Au contraire, à sa prise de pouvoir en octobre 2022, il a organisé une série de rencontres avec les patrons de presse et les directeurs de publication », rappelle l'orateur. « Il les a invités à accompagner le processus. Mais comment les journalistes peuvent-ils accompagner la transition s'ils ne sont pas associés au processus ? Les journalistes doivent-ils travailler à la solde des acteurs de la transition ? ».

Parce que la radio est un média chaud qui relaie instantanément les informations et que son rôle est central dans la vie des populations, tous les pouvoirs veulent l'avoir à leurs côtés. Ce qui n'empêche pas les menaces de mort comme celles à l'encontre de Newton Ahmed Barry, Lamine Traoré et Ismaël Ouédraogo, proférées par des fanatiques du régime sur les réseaux sociaux, ni les suspensions de médias comme celle de RFI ou des mises en demeure comme celle adressée à France 24, ordonnées par le ministère de la Communication.

Soumaïla Dagnoko, directeur de la radio Civera Kadiolo au Mali, partage son expérience des radios maliennes en période de transition, son pays ayant connu dans son histoire cinq coups d'Etat. Selon lui, les radios ont joué un grand rôle dans la chute de Moussa Traoré en 1991 en diffusant des critiques acerbes contre le régime. L'accession de Amadou Toumani Touré a constitué la seconde transition malienne et en 2012 ce fut au tour de Amadou Aya de s'installer au palais de Koulouba. A chacune de ces transitions, les radios ont joué leur partition dans le processus de transition et de retour à une vie constitutionnelle normale.

Soumaïla Dagnoko exhorte les médias des pays sous régime de transition comme la Guinée, le Mali et le Burkina Faso, à œuvrer pour le bien-être des populations. Mais les médias ne pourront jamais avoir la formule magique pour éviter les coups d'Etat car comme l'a dit l'ex-président Amadou Toumani Touré, « tant qu'il y aura des politiciens médiocres, il y aura des coups d'Etat ».



FIRAF

Liberté d'expression et liberté de la presse

Sacrifiées sur l'autel de la sécurité

Anselme Somda, juriste, ex-député et chargé de programmes au Centre pour la Gouvernance démocratique (CGD) alerte sur le risque d'abandon des libertés



« La liberté d'expression et de la presse et les régimes de transition en Afrique de l'Ouest : défis et perspectives ». Le thème de la 2^e conférence du FIRAF permet à Anselme Somda d'inviter journalistes et défenseurs des droits à s'unir.

Anselme Somda remarque tout d'abord que contrairement aux putschistes des années 1990, ceux d'aujourd'hui sont soucieux de maintenir un semblant de démocratie. « En dépit de cela, on assiste à de nombreuses violations de la liberté d'expression et de presse », ajoute-t-il.

Au Mali se multiplient les menaces sur les réseaux sociaux comme celles contre le journaliste Malick Konaté après son reportage sur Wagner et les censures comme la suspension de RFI, de France 24 et de Joliba TV pour deux mois. Ces atteintes à la liberté d'expression et de la presse ont d'ailleurs été dénoncées par le Conseil des Droits de l'Homme de l'Union africaine en collaboration avec des organisations comme Amnesty International et certaines associations de la société civile malienne.

Le Burkina Faso semble marcher sur les pas du Mali avec : « la centralisation de l'information présidentielle, l'interdiction de filmer le président, la caporalisation de l'information et l'irruption du concept de journaliste patriotique opposé au concept de journaliste d'apatridie », note Anselme Somda. « Il y a également la suspension de RFI, la mise en demeure de France 24 ainsi que les menaces verbales contre des journalistes et des leaders d'opinion comme Newton Ahmed Barry ou l'animateur Alain Alain de Radio Oméga ».

En Guinée la situation n'est guère meilleure. On constate « des coups et blessures sur des journalistes et des patrons de presse, des destructions de matériel de travail, des mises à dépôt et des condamnations. Deux journalistes ont été arrêtés et cinq condamnés à des peines d'emprisonnement ou à des amendes », souligne l'orateur.

Les violations des libertés ne sont pas le seul fait des régimes de transition

Cependant, « ces atteintes à la liberté d'expression et de la presse ne sont pas l'apanage des transitions », analyse Anselme Somda. Ces trois pays en ont connu sous des régimes démocratiques. Par exemple au Burkina Faso sous Roch Kaboré, le code pénal liberticide de 2018, l'emprisonnement de l'activiste Naïm Touré pour des publications jugées démoralisantes pour les troupes et les coupures d'Internet.

Au Mali, sous le régime d'Ibrahim Boubacar Keita, des cas d'interpellation, d'emprisonnement et de disparition de journalistes ont été enregistrés, de même que des suspensions d'organes de presse, selon Anselme Somda.

En Guinée, les années 2020, 2021 et 2022 n'ont pas été clémentes pour la liberté d'expression qui a été martyrisée sous le régime d'Alpha Condé avec à la clé quarante-deux morts.

« On constate une forme d'absoute de la liberté de la presse, sacrifiée sur l'autel de la sécurité », s'inquiète Anselme Somda. Celui-ci invite les journalistes et les défenseurs des libertés à s'unir et s'entraider, afin d'œuvrer pour la dépenalisation des délits de presse dans tous ces pays et condamner toute forme de pression à leur endroit. : « Si vous renoncez à vos libertés au nom de la sécurité, vous ne méritez ni l'une ni l'autre », conclut-il.

Bertille Coulibaly et Rabiatou Simporé

EN BREF

La 4^e édition du FIRAF connaît une forte participation des étudiants de l'Université Nazi-Boni de Bobo-Dioulasso. Ces apprenants suivent les différentes présentations avec attention et posent des questions pertinentes.

Au Burkina Faso, les grands événements sont toujours accompagnés de déjeuners servis par un traiteur. A la 4^e édition du FIRAF, cette tradition a été respectée sauf que les plats n'ont pas suffi. D'où de longues files d'attente.

Les invités et autres participants du FIRAF ont fait parking comble avec leurs véhicules pour le plus grand plaisir du parkeur de la Maison de la Culture. Avec 100 F CFA par motocyclette, il a dû encaisser une bonne recette.

Journalisme citoyen

Un engagement pour défendre les valeurs humaines

Pour Christine Cognat, présidente de Reporters solidaires, le journaliste citoyen est un professionnel qui s'engage dans une cause. Il ne subit plus l'information mais il reprend sa liberté d'informer

« Tous les journalistes sont des citoyens puisqu'ils appartiennent à une nation. Les journalistes participent de plus à cette citoyenneté lorsqu'ils informent, analysent, éclairent l'opinion ». Les journalistes font preuve de citoyenneté lorsqu'ils défendent l'intérêt public. C'est ce qui les différencie d'un communicant qui défend toujours des intérêts privés ».



« Les citoyens journalistes ont un rôle primordial à jouer lorsque la presse est muselée. Car, dans certains pays où il y a une censure et où la presse ne peut plus diffuser d'informations, les citoyens journalistes sont des sources d'information », explique la présidente de Reporters solidaires Christine Cognat, lors de son panel sur la thématique : *« Le journalisme citoyen en période de transition jusqu'où peut-il s'engager ? ».*

Aux journalistes de montrer leur différence

Ce lien entre le public et les médias a toujours existé. *« De nos jours malheureusement »,* déplore-t-elle, *« ces citoyens journalistes ne se considèrent plus comme des sources, mais comme des journalistes à part entière et ils diffusent sur leurs blogs et réseaux sociaux leur propre avis ou des informations non vérifiées. Il appartient aux journalistes de montrer la différence par leur professionnalisme ».*

Par définition dit-elle, tous les journalistes sont des citoyens puisqu'ils appartiennent à une nation. *« Les journalistes participent de plus à cette citoyenneté lorsqu'ils informent, analysent, éclairent l'opinion ».* Les journalistes font preuve de citoyenneté lorsqu'ils défendent l'intérêt public. *« Normalement, un journaliste n'a aucun intérêt privé dans l'information parce que le journalisme est encadré par des principes, des lois, la déontologie, l'éthique »,* précise Christine Cognat. *« C'est ce qui le différencie d'un communicant qui défend toujours des intérêts privés ».*

Une bouffée d'oxygène et de liberté

Contrairement aux citoyens journalistes, les journalistes citoyens sont des journalistes qui s'engagent pour une cause comme l'éducation, l'environnement, les personnes déplacées internes, les droits humains, sans tomber dans le militantisme. Christine Cognat souligne que toutes ces causes correspondent à des valeurs humaines qui sont des valeurs de paix et de tolérance. *« Pour cet engagement »,* précise-t-elle, *« le journaliste peut prendre des initiatives pour produire des articles en faveur de la cause qu'il défend ».*

En période de crise, jusqu'où un journaliste citoyen peut-il s'engager ? Pour elle, l'engagement n'a pas de limites, car le journaliste peut défendre des causes qui vont le sortir de la politique, lui donner une bouffée d'oxygène et de liberté. *« Au lieu de subir l'information telle qu'elle vient, soit des politiques, soit des institutions, être un journaliste citoyen vous permet de reprendre la main et de ne pas seulement être dépendant de l'actualité. Être engagé pour une cause vous permet d'exercer votre métier comme vous l'entendez et faire preuve de confraternité si vous travaillez en collaboration avec d'autres journalistes pour défendre cette cause »,* conclut la présidente de Reporters solidaires.

Rabiatou Simporé et Wanlé Gérard Coulibaly

Journée mondiale de la radio

Le thème « « Radio et paix » développé à l'occasion de la Journée mondiale de la Radio par Jean Carem Kaboré, membre du RIJ, met en exergue le travail des journalistes dans un contexte de crise. La crise sécuritaire et son corollaire de personnes déplacées internes au Burkina Faso a en grande partie retenu l'essentiel de son analyse. Comment faire le lien entre radio et paix ? Il affirme que la paix renvoie au principe de liberté, de solidarité. La guerre, par opposition à la paix, renvoie à des conflits. Or, la radio est au cœur de l'information, de la formation et de la distraction. Elle permet de gérer de façon professionnelle les conflits en donnant des informations justes. Elle influence les processus décisionnels, rapproche les peuples et promeut une démocratie durable. En informant les populations et en facilitant le dialogue, la radio peut raffermir la compréhension entre les communautés.

Wanlé Gérard Coulibaly

Le RIJ moteur de la formation des journalistes

Le RIJ est un réseau burkinabè spécialisé dans la formation et la sensibilisation de ses membres afin de leur permettre de mieux informer les populations. Décoré en 2016 de la médaille de Chevalier de l'Ordre du mérite des Arts et des Lettres, le RIJ voit à travers cette reconnaissance, une satisfaction des pouvoirs publics vis-à-vis des services rendus par le réseau au monde de la presse. Dans la réalisation de ses plans d'actions, le RIJ est soutenu par des partenaires comme l'Union Européenne (UE) et l'UNICEF, entre autres.

Le RIJ propose plusieurs modules de formation dont les plus en vue sont la formation en Mobil journalism (MOJO) et le Journalisme sensible aux conflits. A ce niveau, le RIJ forme les journalistes en termes de prévention et de gestion des conflits. Pour mener à bien ce programme, le réseau s'appuie sur un guide et la Charte de déontologie burkinabè.

Le RIJ prône la neutralité dans le compte rendu journalistique, recommande d'éviter de porter un jugement et préconise de mettre l'accent sur les solutions. Les productions du RIJ sont publiées sur son site web. Le RIJ compte plus 300 membres et la richesse de ses activités lui ont permis de se faire une place de choix dans l'environnement des organisations professionnelles des médias en Afrique.

Wanlé Gérard Coulibaly

Les prix du FIRAF

Chaque année, le FIRAF récompense des reportages radiophoniques sur le thème du festival.

En 2023, le premier prix est décerné à Karim Ouédraogo (RTB Dédougou, BF), le deuxième à Drissa Diallo (radio Yelen de Kadiolo, Mali) et le troisième à Aristide Nombé (radio Téria de Banfora, BF). Les prix, un ordinateur et deux enregistreurs numériques, sont offerts par l'association franco-africaine Reporters solidaires.



Rédaction de FIRAF INFO 2 : la 3^e promotion du Master 2 Techniques des métiers de l'information de l'Université Nazi-Boni à Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) dans le cadre des Travaux dirigés presse écrite